

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



VALEO

Zone d'Activité Chesne La Noirée

10 rue du Revolay

38070 SAINT QUENTIN FALLAVIER

Références : 2023-Is36T6

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement VALEO situé au 10 rue du Revolay au sein de la ZAC Chesne la Noirée 38070 Saint Quentin Fallavier. L'inspection a été annoncée le Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action "coup de poing" sur les produits chimiques menée à l'échelle régionale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALEO
- 10 rue du Revolay ZAC Chesne la Noirée 38070 Saint Quentin Fallavier
- Code AIOT dans GUN : 0006103164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'entreprise VALEO – est spécialisée dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques pour l'automobile et les véhicules nécessitant une énergie électrique (vélo et tout appareil avec une

propulsion électrique) à destination de professionnels et des particuliers.

Il y a 373 collaborateurs qui travaillent sur le site. La superficie totale du site est de 90 000 m² dont 20 000 m² pour la production et le reste pour la conception, la recherche et l'administration. Deux lignes de production sont sur le point d'être mises à l'arrêt.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
2023-1	étiquetage des produits chimiques	règlement du 16/12/2008 - article 17 (CLP)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2023-3	capacité de rétention	arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – article 25 - I et VI	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2023-4	Entretien des rétentions et gestion des eaux	arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – article 25 - II et VI	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2023-5	gestion des incompatibilités et débordements	arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – article 25 - II et III	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site étant spécialisé dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques pour l'automobile et les véhicules nécessitant une énergie électrique (vélo et tout appareil avec une propulsion électrique) à destination de professionnels et des particuliers.

2-3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle n°2023-1 : étiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : règlement du 16/12/2008 - article 17 (CLP)
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : L'inspection a fait le constat de la présence d'un étiquetage des produits faisant apparaître les pictogrammes de danger. Néanmoins, celui-ci n'est pas disposé sur la totalité des produits chimiques.
Avis de l'inspection : Ce point de contrôle n'est pas conforme aux exigences réglementaires.
Proposition de suites : Vérifier tous les étiquetages et remédier aux anomalies. Mettre à disposition de l'inspection d'ici 1 mois, les éléments montrant la mise en place des étiquettes des produits faisant apparaître les pictogrammes de danger partout où cela le nécessite.

Nom du point de contrôle n°2023-2 : FDS

Référence réglementaire : règlement du 18/12/2006 – articles 30, 35 et 37-5 (REACH)
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats : L'entreprise met à disposition de ses collaborateurs les fiches de données de sécurité (FDS) des différents produits avec les informations montrant les dangers auxquels ils peuvent être exposés. Les mesures visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans les fiches de données de sécurité ont été mises à disposition de l'inspection.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un audit des produits chimiques était assuré 1 fois par an et qu'il comptait même en faire davantage .

Avis de l'inspection : Ce point de contrôle est conforme aux exigences réglementaires.

Proposition de suites : Sans suite

Nom du point de contrôle n°2023-3 : capacité de rétention

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – article 25 - I et VI

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;

- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]

Constats : Le calcul du volume des rétentions n'a pas pu être vérifié lors de l'inspection car l'exploitant ne disposait pas de toutes les données nécessaires. Aussi, l'exploitant indique qu'il n'y a que le local "ingrédient" qui est sous rétention.

Avis de l'inspection : Ce point de contrôle n'est pas conforme aux exigences réglementaires.

Proposition de suites : Mettre à disposition de l'inspection d'ici un mois le calcul des volumes des rétentions nécessaires à l'entreposage de l'ensemble des produits (huiles, produits chimiques etc...) sur l'ensemble du site.

Nom du point de contrôle n°2023-4 : entretien des rétentions et gestion des eaux

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – article 25 - II et VI

Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

Constats : L'inspection constate que la capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Par contre le dispositif d'obturation est activé manuellement en cas de besoin et n'est pas maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier de matières dangereuses respectent les exigences réglementaires.

Avis de l'inspection : Ce point de contrôle n'est pas conforme aux exigences réglementaires.

Proposition de suites : Mettre à disposition de l'inspection d'ici deux mois les éléments démontrant un respect des exigences réglementaires.

Nom du point de contrôle n°2023-5 : gestion des incompatibilités et débordements

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – article 25 - II et III
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un logigramme indiquant l'incompatibilité des produits chimiques. Cependant, celui-ci n'est pas disposé sur le "frigo" (armoire réfrigérée) dans lequel sont stockés de nombreux produits chimiques. Par ailleurs dans le logigramme il est prévu des conditions particulières pour les petites quantités, il ne précise pas la valeur des "petites" quantités ni ne justifie que des conditions particulières sont opportunes.
Avis de l'inspection : Ce point de contrôle n'est pas conforme aux exigences réglementaires.
Proposition de suites : Apposer le logigramme sur le "frigo" d'ici 1 mois. De plus, il est nécessaire de justifier que des mesures particulières sont opportunes pour des petites quantités, le cas échéant reporter sur le logigramme les quantités concernées.